

**RAPPORT D'ACTIVITÉ PORTANT SUR L'ANNEE 2024  
DE LA COMMISSION DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS  
DU CALVADOS**

*Rapport établi conformément à l'article R.712-12 du Code de la consommation<sup>1</sup>*

Préambule, la commission de surendettement des particuliers du Calvados est compétente pour l'ensemble du département. Elle s'est réunie à 17 reprises au cours de l'année sous revue.

**Principaux éléments relatifs à l'activité de la commission**

**Dépôts de dossiers et redépôts**

Le nombre de dossiers déposés s'inscrit en progression sensible (+13,3%) après +4,6 % en 2023 vs 2022, avec pour autant une tendance longue qui reste orientée à la baisse (-12,8%/2019) mais qui s'infléchit (2023/2019 à -23%). L'augmentation des dépôts est plus modérée sur la Normandie (+6,7% 2024 vs 2023) et au niveau national (+10,8%) avec le même constat comparé à 2019 (- 9,9% en Normandie et -5,8% au plan national).

La part des dossiers déposés en ligne progresse lentement à 15,6%. La proportion de redépôts concerne 38,1 % des dossiers, marquant un recul de 5,2 points sur 2023 – même tendance sur la Normandie à 40,2 % (-4,3 points) et en France à 35,9 % (-4,5 points). La part des redépôts suite à une suspension d'exigibilité des créances repart à la hausse, pour représenter 12,9% vs 11,5% en 2023, soit une proportion identique en France Métropolitaine et moindre en Normandie (13,4%).

**Recevabilité et orientation**

1220 dossiers ont été déclarés recevables sur le Calvados en 2024 (+8,7%). 100% des dossiers ont été orientés dans le délai légal (*données sur 12 mois glissant à fin sept*).

Les décisions d'irrecevabilité ont concerné 11,6% des dossiers soit 170 dossiers, en nette augmentation de 2,1 points. Ce taux d'irrecevabilité est significativement supérieur à celui constaté aux plans régional 9,9% et national 7,8%, et s'explique très largement, pour 70% des dossiers, par l'existence d'un SIREN actif qui rend inéligible le dossier, avec prise en compte d'informations transmises par la DDFIP. Les autres motifs d'irrecevabilité ont trait à l'absence de surendettement (17,65%) et l'absence de bonne foi (12,35%). Le motif d'irrecevabilité lié à l'existence d'un SIREN actif est moins fréquent en Normandie (67%) et en France Métropolitaine (57%).

Les décisions de la commission du Calvados sont orientées à 65,9 % vers un réaménagement de dettes et à 34,1% vers un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire. À noter une proportion toujours plus importante de rétablissements personnels sur la Normandie (38%) comme sur la France Métropolitaine (38,9%) qui s'explique par des capacités de remboursement négatives avec absence de bien immobilier supérieures à 44% contre 40,6 % pour le Calvados.

<sup>1</sup> « Chaque commission établit un rapport d'activité annuel. Ce rapport fait état de données statistiques sur le nombre des dossiers traités ainsi que les mesures prises ou recommandées par la commission. Il précise la typologie de l'endettement présentée dans ces dossiers et les difficultés de toute nature rencontrées dans leur traitement. Les rapports d'activité des commissions sont transmis à la Banque de France qui en présente la synthèse dans le rapport mentionné à l'article L. 143-1 du code monétaire et financier. »

Conciliation / mesures imposées / mesures d'effacement de dettes (explication à donner sur la répartition des dossiers traités)

Le nombre de dossiers traités s'est accru de 12,5% en 2024 (7,4% région et 9,5% national).

La part de mesures imposées reste prépondérante à 45,4%, avec ou sans effacement partiel (43,8% Normandie et 43% National). L'effacement total des dettes représente 31,1 % des dossiers traités sur le département, 33,7 % sur la région et 34,5 % sur la France. La proportion des plans conventionnels de redressement définitifs est très stable et limitée avec 6,1% (6,5 % Normandie et France).

Mesures pérennes et mesures provisoires

Des solutions pérennes sont mises en place pour 85 % des dossiers traités sur le Calvados (84,2% et 84% respectivement pour la Région et la France – à noter mode de calcul revu / 2023, désormais en % des mesures établies, excluant désormais les clôtures et irrecevabilités). Les mesures d'attente concernent ainsi 15% des dossiers dans le département du Calvados (16% en Normandie et 15,8% au National). Elles sont réservées aux situations pouvant connaître une amélioration financière ou un retour à l'emploi notamment pour les demandeurs jeunes, ou encore la réalisation d'un patrimoine.

**RELATIONS DE LA COMMISSION ET DE SON SECRÉTARIAT  
AVEC LES AUTRES ACTEURS DE LA PROCÉDURE ET AVEC DES  
ORGANISMES TIERS**

| <b>Relations avec les parties prenantes de la procédure</b>   | <b>Nombre de réunions<sup>2</sup></b>  | <b>Objectif / Thème de la réunion</b>   |
|---|--|---|
| Tribunal ou greffe du tribunal  | 1  | Relations régulières sur les dossiers avec les greffes et les juges de la protection. Une réunion a été organisée permettant d'échanger sur les difficultés soulevées par la mise en œuvre de la loi API  |
| Commission de coordination des actions de prévention des actions d'expulsion (CCAPEX)                                   | Néant  | La transmission d'informations sur le portail EXPLOC permet à la préfecture de connaître les dossiers recevables pour lesquels une dette de logement est déclarée. Un commissaire (représentant du Préfet) a été nommé.   |
| Organismes et les travailleurs sociaux (organismes à caractère social, CAF, FSL, mandataires)                           | 10 réunions<br>565 travailleurs sociaux assimilés rassemblés                             | Présentation de la procédure de surendettement, des dispositifs de l'inclusion financière (droit au compte, offre spécifique clientèle fragile, microcrédit, fichiers bancaires), n° d'appel 34.14, sites <a href="http://www.banque-france.fr">www.banque-france.fr</a> et <a href="http://www.mesquestionsdargent.fr">www.mesquestionsdargent.fr</a>  |
| Rencontre avec l'UNCCAS dans le cadre de la convention nationale  | Néant  |   |
| Associations de défense des consommateurs et des familles, caritatives ou d'aide aux personnes en difficulté financière | Nombre de réunions : 4<br>ACSEA, UDAF, CCAS, UFC, Conseil dépt, CLCV, Secours catholique | Réunion des acteurs de la sphère sociale et financière dans le cadre du Comité départemental de l'Inclusion financière qui s'est réuni en juin et décembre.<br><br>Une réunion du Comité de suivi des PCB<br><br>Présentation ACSEA   |
| Autres parties prenantes : Établissements de crédit de la place, huissiers, chargés de recouvrement, bailleurs...       | 3 ETC représentés au sein des 2 réunions CDIF  |   |
| Autres actions de concertation, d'information ou de formations effectuées (éducation nationale...)                      | 304 collégiens<br>281 jeunes SNU<br>67 jeunes adultes                                    | Dans le cadre de l'éducation financière des jeunes : élèves de 3 <sup>ème</sup> , des jeunes du service national universel, des missions locales, services d'aide et organismes d'accompagnement du RSA et de la garantie jeunes<br><br>Conférence départementale sur le logement<br><br>Forum de la cohésion sociale à Honfleur réunissant différents acteurs (France services, ACSEA, Communauté de communes, Point justice, CAF,...) à destination de la population sur les problématiques locales identifiées dans le cadre du contrat de ville |

<sup>2</sup> (organisées ou participation)

## PRINCIPALES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROCÉDURE

### Principales difficultés rencontrées quant à l'application de dispositions de la procédure

La commission relève toujours de réelles difficultés pour la mise en place des mesures. Celles-ci ne sont pas toujours comprises par les débiteurs, et d'autre part, ils ne sont pas toujours accompagnés pour la mise en place et le suivi de leur budget. Notamment les débiteurs sont parfois démunis pour identifier et contacter leurs créanciers, ne connaissant pas toujours les organismes chargés du recouvrement, phénomène qui s'accroît avec les cessions de créances de plus en plus fréquentes.

Dans ce contexte, la mise en place depuis juillet 2024 d'appels téléphoniques en aval de la procédure vise à s'assurer que le débiteur a bien compris les mesures (cible : 80% des mesures de réaménagement des dettes y compris moratoires pour vente de biens) et l'inviter à les mettre en place rapidement, avec quelques conseils pratiques (voir sa banque avec les IBAN de ses créanciers, voir un PCB ou autre intervenant social s'il en éprouve le besoin). Il est informé qu'il retrouve ces informations sur le site internet Banque de France ou appeler le n° unique 34 14 ultérieurement.

La radiation des entrepreneurs individuels n'est pas toujours effective rapidement, ce qui peut ralentir l'accès à la procédure de surendettement et accroître le taux d'irrecevabilité. À cet égard, la consultation désormais systématique de la base INPI sur la région Normandie depuis fin 2024 pourra permettre des radiations plus rapides de la part des demandeurs ne souhaitant pas conserver leur entreprise individuelle, et dans le cas contraire à les informer plus en amont du dispositif loi API entré en vigueur en 2022.

### Principales difficultés rencontrées au regard de la situation des personnes surendettées

La commission relève des difficultés liées à la visibilité sur d'éventuelles perspectives d'évolution des situations (personnelle et professionnelle) des débiteurs : absence d'accompagnant social, difficulté à joindre les demandeurs, situations d'attente (retour à l'emploi, retraite,...) pas toujours compatibles avec le délai d'instruction.

La mise en place là aussi depuis juillet 2024 d'appels amont (cible : 50% des dossiers) vise à mieux appréhender la situation générale du débiteur, de mieux argumenter les propositions d'orientation et de recevabilité – ainsi que d'éclairer le débiteur sur la procédure.

### Principales difficultés rencontrées auprès des créanciers ou avec d'autres acteurs de la procédure

Difficultés avec certains pôles chargés du recouvrement pour les grands créanciers.

L'accès au microcrédit s'est encore resserré sur 2024 et ne permet pas de fournir une solution de substitution pour les demandeurs après une restitution de véhicule financé en LOA et pour permettre le maintien ou retour à l'emploi.

Date : 5 mars 2025

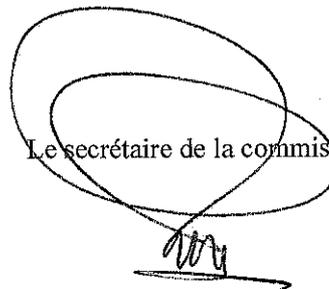
Le président de la commission



M. Stéphane BREDIN  
Préfet du Calvados



Le secrétaire de la commission



M. Patrice LENOBLE  
Directeur départemental  
de la Banque de France

## ANNEXE N°1 DU RAPPORT D'ACTIVITÉ

| INDICATEURS   | 2023         | 2024         | variation<br>2024/2023<br>en % |
|---|--------------|--------------|--------------------------------|
| <b>Dossiers déposés</b>   | <b>1 328</b> | <b>1 504</b> | 13,3%                          |
| Proportion de redépôts (sur 12 mois à fin septembre)  | 43,3%        | 38,1%        |                                |
| Proportion de redépôts consécutifs à une suspension d'exigibilité des créances (sur 12 mois à fin septembre)  | 11,5%        | 12,9%        |                                |
| <b>Dossiers décidés recevables par la commission</b>  | <b>1 122</b> | <b>1 220</b> | 8,7%                           |
| Proportion de dossiers recevables avec résidence principale   | 6,9%         | 7,6%         |                                |
| <b>Dossiers décidés irrecevables par la commission</b>  | <b>124</b>   | <b>170</b>   | 37,1%                          |
| Proportion de dossiers irrecevables avec bien immobilier  | 16,1%        | 19,4%        |                                |
| <b>Dossiers orientés par la commission</b>  | <b>1 132</b> | <b>1 254</b> | 10,8%                          |
| Proportion de dossiers orientés par la commission avec une capacité de remboursement négative et absence de bien immobilier                             | 40,7%        | 40,6%        |                                |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire (RP sans LJ)                             | 33,9%        | 34,1%        |                                |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire (PRP avec LJ)              | 0,0%         | 0,0%         |                                |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers un réaménagement de dettes   | 66,1%        | 65,9%        |                                |
| <b>Dossiers traités par la commission (A+B+C+D+E+G)</b>   | <b>1 301</b> | <b>1 464</b> | 12,5%                          |
| Proportion de dossiers clôturés (y compris constats de non accord qui n'ont pas fait l'objet d'une ouverture des mesures) (A)                           | 6,5%         | 5,7%         |                                |
| Proportion de dossiers décidés irrecevables (B)   | 9,5%         | 11,6%        |                                |
| Proportion de mesures imposées suite RP sans LJ (C)   | 30,3%        | 31,1%        |                                |
| Proportion d'accords débiteur sur PRP avec LJ (D)   | 0,1%         | 0,0%         |                                |
| Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs (E)   | 6,0%         | 6,1%         |                                |
| Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs réglant la situation de surendettement (F)  | 2,5%         | 3,3%         |                                |
| Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs d'attente (consistant en un réaménagement ou un report des dettes)                        | 3,5%         | 2,9%         |                                |
| Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement (G)   | 47,6%        | 45,4%        |                                |
| Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement réglant la situation de surendettement (H)                                    | 37,2%        | 35,8%        |                                |
| Proportion de mesures imposées avec effacement partiel réglant la situation de surendettement   | 19,6%        | 18,2%        |                                |
| Proportion de mesures imposées d'attente sans effacement (consistant en un réaménagement ou une suspension d'exigibilité des créances)                  | 10,4%        | 9,6%         |                                |
| Proportion de solutions pérennes réglant la situation de surendettement (C+D+F+H)   | 70,0%        | 70,2%        |                                |
| <b>Décisions du juge infirmant la décision d'irrecevabilité ou de déchéance de la commission, à la suite d'un recours (sur 12 mois à fin septembre)</b> | <b>12</b>    | <b>24</b>    |                                |
| <b>Décisions du juge infirmant la décision de recevabilité de la commission, à la suite d'un recours (sur 12 mois à fin septembre)</b>                  | <b>6</b>     | <b>5</b>     |                                |

## STRUCTURE DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION

|  | Données<br>commission | Données région | Données<br>nationales |
|--|-----------------------|----------------|-----------------------|
| Part des dossiers décidés irrecevables par la commission*                                    | 11,6%                 | 9,9%           | 7,8%                  |
| Part des accords commission sur Mesures imposées suite RP sans LJ*                           | 31,1%                 | 33,7%          | 34 ,5%                |
| Part des plans conventionnels conclus*   | 6,1%                  | 6,5%           | 6,5%                  |
| Part des accords commission sur mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement* | 45,4%                 | 43,8%          | 43 ,0%                |
| Taux de solutions pérennes réglant la situation de surendettement*                           | 70,2%                 | 70,6%          | 70,9%                 |

\*en % de dossiers traités

**ANNEXE N° 2 DU RAPPORT D'ACTIVITÉ**  
**TYPLOGIE DE L'ENDETTEMENT**

| Nom commission | Type de dettes                     | Encours des dettes en milliers € | Nombre de dossiers traités | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Part des situations concernées | Endettement médian en € | Nombre médian de dettes par situation |
|----------------|------------------------------------|----------------------------------|----------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| Calvados       | <b>Dettes financières</b>          | 32,450                           | 985                        | 4 800            | 65,7%                          | 82,1%                          | 15 983                  | 4,0                                   |
|                | dont dettes immobilières           | 9,431                            | 97                         | 151              | 19,1%                          | 8,1%                           | 91 607                  | 1,0                                   |
|                | dont dettes à la consommation      | 22,306                           | 895                        | 3 960            | 45,1%                          | 74,6%                          | 15 455                  | 3,0                                   |
|                | dont autres dettes financières     | 713                              | 565                        | 689              | 1,4%                           | 47,1%                          | 703                     | 1,0                                   |
|                | <b>Dettes de charges courantes</b> | 5 809                            | 918                        | 3 074            | 11,8%                          | 76,5%                          | 3 543                   | 3,0                                   |
|                | <b>Autres dettes</b>               | 11 145                           | 672                        | 1 472            | 22,6%                          | 56,0%                          | 1 867                   | 2,0                                   |
|                | <b>Endettement global</b>          | 49 405                           | 1 200                      | 9 346            | 100,0%                         | 100,0%                         | 19 311                  | 7,0                                   |

| Nom géographique | Type de dettes                     | Encours des dettes en milliers € | Nombre de dossiers traités | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Part des situations concernées | Endettement médian en € | Nombre médian de dettes par situation |
|------------------|------------------------------------|----------------------------------|----------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| Normandie        | <b>Dettes financières</b>          | 190 471                          | 5 675                      | 26 933           | 71,4%                          | 79,7%                          | 13 811                  | 4,0                                   |
|                  | dont dettes immobilières           | 68 487                           | 664                        | 1 028            | 25,7%                          | 9,3%                           | 98 110                  | 1,0                                   |
|                  | dont dettes à la consommation      | 117 589                          | 5 074                      | 21 802           | 44,1%                          | 71,3%                          | 13 394                  | 3,0                                   |
|                  | dont autres dettes financières     | 4 395                            | 3 316                      | 4 103            | 1,6%                           | 46,6%                          | 682                     | 1,0                                   |
|                  | <b>Dettes de charges courantes</b> | 37 269                           | 5 672                      | 21 103           | 14,0%                          | 79,7%                          | 3 870                   | 3,0                                   |
|                  | <b>Autres dettes</b>               | 39 052                           | 4 039                      | 9 159            | 14,6%                          | 56,7%                          | 1 778                   | 2,0                                   |
|                  | <b>Endettement global</b>          | 266 791                          | 7 119                      | 57 195           | 100,0%                         | 100,0%                         | 17 435                  | 7,0                                   |

## Rapport d'activité des commissions (Endettement) France métropolitaine

| Type de dettes                 | Encours des dettes<br>en milliers d'€ | Nombre de dossiers<br>traités (en unités) | Nombre de dettes<br>(en unités) | Part dans l'endettement<br>global | Part des dossiers<br>concernés | Endettement médian<br>en € | Nombre médian de<br>dettes par dossier |
|--------------------------------|---------------------------------------|---|---------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|----------------------------|--|
| Dettes financières             | 3 155 446                             | 87 936                                    | 425 875                         | 0,7                               | 0,8                            | 15 432                     | 4,0                                    |
| dont dettes immobilières       | 1 157 353                             | 10 237                                    | 15 992                          | 0,3                               | 0,1                            | 95 846                     | 1,0                                    |
| dont dettes à la consommation  | 1 918 261                             | 79 915                                    | 349 499                         | 0,4                               | 0,7                            | 14 434                     | 3,0                                    |
| dont autres dettes financières | 79 832                                | 48 789                                    | 60 384                          | 0,0                               | 0,4                            | 795                        | 1,0                                    |
| Dettes de charges courantes    | 635 298                               | 83 473                                    | 271 826                         | 0,1                               | 0,8                            | 3 699                      | 3,0                                    |
| Autres dettes                  | 677 874                               | 58 824                                    | 131 111                         | 0,2                               | 0,5                            | 1 930                      | 2,0                                    |
| Endettement global             | 4 468 618                             | 109 694                                   | 828 812                         | 1,0                               | 1,0                            | 18 607                     | 7,0                                    |

Source : Banque de France.